

L'identité nationale, retour sur un débat
par Laurent DEVIE, Professeur de Philosophie.

Le débat autour de l'identité nationale a donné lieu à beaucoup de crispations. Cette question n'avait-elle aucun intérêt ; a-t-elle été mal posée ou bien l'a-t-elle été au mauvais moment ? Pour répondre à une demande de la Préfecture en vue d'un débat public (qui a eu lieu en décembre 2009), je m'étais penché sur cette question pour essayer d'y réfléchir, indépendamment des considérations affectives ou politiciennes. Voici quel fut mon propos.

Littéralement, identité signifie « être le même ». On ne peut penser ce concept sans son corollaire, à savoir le concept d'altérité, ou de *différence*. Penser (et vivre) l'identité sans la différence peut s'avérer dangereux : croire que l'identité doit se construire contre (ou se préserver de) la différence, c'est s'enfermer dans le sectarisme, le puritanisme, c'est-à-dire une idée « pure » de l'identité. Une telle conception fixiste de l'identité est mortelle.

Qu'est-ce qui, en tant que Français, structure notre identité ? Au delà des particularismes multiples (culturels, régionaux, historiques, etc.) le fondement de notre identité collective est *politique*. Cela n'implique pas une identité des idées politiques, mais que nous ayons *la même* idée *du* politique. Cette idée commune, c'est la *République* (la « *res publica* » signifie en latin la « chose commune »). Son fondement, c'est le respect de la personne dans ce qu'elle est, jusque dans sa différence la plus radicale. La particularité politique française fut la volonté de concilier l'individuel et l'universel : tout individu doit être respecté dans ce qu'il est, dans ses convictions, dans ses choix (cela fut exprimé dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, inspirée de la philosophie des Lumières). Idéalement, toute différence devrait pouvoir être intégrée politiquement.

Ce fondement identitaire n'est pas exclusivement français ; il a depuis longtemps franchi les frontières de la République. On peut en effet le considérer comme le fondement commun des régimes républicains dits « démocratiques ». Si ces valeurs (qui sont celles de l'Occident) se sont universalisées, c'est parce qu'elles sont apparues dans un contexte plus ancien, celui de la pensée antique (gréco-latine) qui a vu l'émergence du concept de *personne*, conjugué avec le contexte culturel chrétien (qui a affirmé la valeur absolue de la personne humaine). Ces valeurs, laïcisées par la pensée des Lumières, ont été consacrées dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* promulguée en 1948, en réaction à l'horreur collective que le monde venait de connaître lors de la Seconde Guerre mondiale.

Le « dépassement des particularismes », tel est ce qui, semble-t-il, pourrait caractériser l'identité française. Cela est à la fois une force et une faiblesse : une force parce que, au delà de toute appartenance communautaire culturelle, religieuse, corporatiste, etc. c'est le respect sans condition de la personne qui est affirmé. Ce peut être aussi une faiblesse, puisque affirmer que les individus sont « tous les mêmes », c'est risquer de poser une égalité abstraite qui ne considère plus la différence (cf. à ce sujet la remarque au §209 des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel qui dit que l'universalité de la dignité humaine doit être défendue à condition que cela n'implique pas une négation des particularismes). Ultimement, la reconnaissance de l'identité de tous doit s'accompagner de la reconnaissance de la différence inassimilable de chacun. Cette exigence est colossale et aucun système politique ne peut absolument la garantir... Si on ne peut raisonnablement attendre de chacun qu'il « aime son prochain », on peut au moins souhaiter que chacun se tienne dans les limites d'un respect réciproque. Ce qui est en jeu, c'est la qualité du lien social.

Le refus de la différence de l'autre peut avoir, politiquement, plusieurs expressions : la plus brutale, c'est la non-acceptation de l'autre (que l'on retrouve dans l'attitude xénophobe, par exemple). Cela peut aussi s'exprimer dans l'identification avec l'autre (lorsqu'on croit, dans un « universalisme naïf », que l'autre est « comme soi »). L'*indifférence* est une troisième forme, plus subtile, de refus. Plus neutre en apparence, elle peut être tout aussi ravageuse socialement. C'est le revers d'un individualisme outrancé qui, paradoxalement conduit à une forme de dépersonnalisation.

L'identité n'est pas un état de fait ; elle est projet, désir d'être soi ou d'être ensemble. Toujours elle doit se construire. S'ouvrir à l'autre, sans peur et sans renoncer à ce que nous sommes, voilà ce qu'il nous faut toujours réapprendre. Socialement, cela veut dire savoir réinventer constamment l'art de vivre ensemble. Le politique (les lois et les règlements) doit bien sûr organiser un tel vivre ensemble ; mais il ne peut jamais définitivement le garantir. Dans un contexte où semble régner en maître le « quant à soi », cela ne paraît pas évident ; des initiatives pourtant existent, -à côté de chez nous, peut-être ; ne les méprisons pas ! Elles sont des îlots de résistance à l'indifférence, à l'acédie (manque de désir), au désengagement qui trop facilement peuvent gagner du terrain. On peut, sur la base d'un tel constat, légitimement s'alarmer à propos du délitement du lien social. On peut aussi, au contraire, choisir personnellement d'y résister en décidant de s'engager, en pensée... et en acte !